

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3623 - Jeudi 23 juillet 2015 - Prix : 10 DA

Assassinat de neufs soldats à Ain Defla

Sellal promet une poursuite «sans relâche» des terroristes

Page 3



Frontières terrestres algéro-tunisiennes

## La Tunisie facilite l'entrée aux Algériens

Page 4

### Le dérapage contrôlé de Sarkozy

Par Mohamed Habili

La tonalité dominante des commentaires sur le soi-disant dérapage de Nicolas Sarkozy a été aussi épidermique que de courte vue, en définitive conforme aux sentiments que le personnage inspire en général aux Algériens. Même s'il n'avait pas plaint les Tunisiens d'avoir pour voisins l'Algérie et la Libye, comme si ces deux-là en étaient au même point en termes d'instabilité et d'insécurité, et que l'avenir de la première ne lui inspire pas d'inquiétude particulière, il n'en aurait pas pour autant vu sa cote s'améliorer auprès d'eux. Les Algériens, et à travers eux le lobby non négligeable franco-algérien, dont le vote dépend au moins en partie de ce que pensent les principaux candidats de leur pays d'origine, lui préféreraient toujours son rival direct, en l'occurrence François Hollande, dans la perspective de la présidentielle de 2017. D'une certaine façon, donc, Sarkozy n'avait rien à perdre en persiflant l'Algérie. Il devait penser qu'il avait au contraire des voix à glaner dans la communauté tunisienne en France en disant du bien de la Tunisie, ce qui pour lui semble passer par la médisance envers l'Algérie. Ce serait pourtant une erreur de croire que les considérations de ce genre suffisent à rendre compte de sa sortie désobligeante envers l'Algérie lors de sa visite de campagne en Tunisie.

Suite en page 3

La rencontre nationale de l'Education débute samedi

## Réforme du système d'examen et charte d'éthique au menu

● Benghebrit : Objectif, évaluation de la réforme



La conférence nationale de l'Education dédiée à l'évaluation de la réforme débute samedi à Alger et portera sur plusieurs volets pédagogiques et socioprofessionnels. Il sera question de nouvelles mesures dans le cadre de la réforme du système d'examen ainsi que de la signature d'une charte de stabilisation du secteur de l'Education.

Page 2

Coopération dans le secteur agroalimentaire à Béjaïa

## Une délégation d'élus français en visite à Cevital

Page 3

Constantine, capitale de la culture arabe

## Hommage aux maîtres du malouf constantinois

Page 13

Présidence

## Le président

## Bouteflika préside un Conseil des ministres

**LE PRÉSIDENT** de la République, Abdelaziz Bouteflika, a présidé mercredi à Alger une réunion du Conseil des ministres. Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour de cette réunion dont la loi de finances complémentaire pour 2015 et les préparatifs de la prochaine rentrée sociale. **APS**

## Mouvement dans le corps des walis

**LE PRÉSIDENT** de la République, Abdelaziz Bouteflika, a procédé à un mouvement dans le corps des walis et des walis délégués, indique mercredi un communiqué de la présidence de la République, dont voici le texte intégral.

## A ce titre sont nommés walis :

- M. Salamani Mohamed, Wali de la wilaya de Batna
- M. Abbes Kamel, Wali de la wilaya de Ain Defla
- M. Bouazghi Abdelkader, Wali de la Wilaya de Blida
- M. Benmansour Abdallah, Wali de la Wilaya d'El Bayad
- M. Merzoug Larbi, Wali de la Wilaya de Jijel
- M. Merad Brahim, Wali de la Wilaya de Tizi Ouzou
- M. El Affani Salah, Wali de la Wilaya de Mascara
- M. Chorfa Youcef, Wali de la Wilaya de Annaba
- M. Agoudjil Saad, Wali de la Wilaya de Ouargla
- M. Bousmaha Mohamed, Wali de la Wilaya de M'sila
- M. Hamidou Mohamed Wali de la Wilaya de Biskra
- M. Mechri Azzedine, Wali de la Wilaya de de Gharadaia
- M. Boukarabila Djelloul, Wali de la Wilaya de Saïda
- M. Bessaïeh Hocine, Wali de la Wilaya de de Naama
- M. Hamou Touhami, Wali de la Wilaya de Ain Temouchent
- M. Layadi Mostefa, Wali de la Wilaya de Medea
- M. Derfouf Hadjri, Wali de la wilaya de Relizane
- M. Madani Fouath Abderrahmane, Wali de la wilaya de Mila
- M. Ould Salah Zitouni, Wali de la wilaya de Bejaïa
- M. Bouguerra Ali, Wali de la wilaya de Tebessa
- M. Chater Abdelhakim, Wali de la wilaya de Oum El Bouaghi
- M. Ferdi Mohamed, Wali de la wilaya de Laghouat
- M. Silmi Belkacem, Wali de la Wilaya de Tamanrasset
- M. Bentouati Azzedine, Wali de la Wilaya de Tيارت
- Mme Rais Fatima Zohra, Wali de la Wilaya de Guelma
- M. Moulati Attalah, Wali de la wilaya d'Ilizi
- M. Mermouri Moumen, Wali de la Wilaya de Tindouf
- M. Saidoun Abdessamie, Wali de la Wilaya de Bordj Bou Arreridj
- M. Bouchemam Mohamed, Wali de la Wilaya d'El Oued
- M. Filali Abdeghani, Wali de la Wilaya de Souk Ahras
- M. Bekkouche Hamou, Wali de la Wilaya de Khenchela
- M. Mejdoub Mohamed, Wali de la wilaya de Béchar
- M. Limani Mustapha, Wali de la wilaya d'Adrar
- M. Temmar Abdelwahid, Wali de la Wilaya de Mostaganem
- M. Ghazi Abdelhamid, Wali de la wilaya de Tissemsilt

La rencontre nationale de l'Education débute samedi

# Réforme du système d'examen et charte d'éthique au menu

■ La conférence nationale de l'Education dédiée à l'évaluation de la réforme débute samedi à Alger et portera sur plusieurs volets pédagogiques et socioprofessionnels. Il sera question de nouvelles mesures dans le cadre de la réforme du système d'examen ainsi que de la signature d'une charte de stabilisation du secteur de l'Education.

Par Yasmine Ayadi

La conférence nationale de l'Education, consacrée à l'évaluation de la réforme du système éducatif, débutera samedi et verra la participation de plusieurs professionnels du secteur et représentants des partenaires sociaux. La réforme engagée du temps de Benbouzid donne toujours du grain à moudre sans prendre une forme qui fera l'unanimité. C'est donc dans le cadre de ce chantier de réforme en cours que s'inscrit cette rencontre de trois jours et à laquelle sont conviés les partenaires sociaux du secteur. A voir les grandes lignes annoncées par la ministre de l'Education concernant le menu de cette rencontre, l'on constate que Nouria Benghebrat compte en finir d'abord avec la maladie chronique du secteur qui est la grève. Bien que cela n'ait pas de rapport direct avec la qualité de l'enseignement qui laisse toujours à désirer, la première responsable du secteur a fait savoir que le dialogue avec les organisations syndicales prévu à cette occasion vise la signature d'une charte d'éthique de stabilisation du secteur. Il s'agit là d'une proposition mi-figue mi-raisin car dans leurs déclarations à propos de leur participation à cette conférence, les organisations syndicales ne comptent pas non plus laisser le volet des conditions de



Ph/E. Soraya/J.A.

travail et la situation socioprofessionnelle des travailleurs au hasard. Plusieurs problèmes sont soulevés et qui compliquent la tâche aux enseignants. Selon le Conseil des lycées d'Algérie (Clal), «des classes surchargées, des élèves violents et agressifs, un manque important d'encadreurs, des infrastructures archaïques, un salaire indécent et un statut du travailleur des plus dégradants», sont autant d'obstacles qui régissent le système

éducatif algérien, outre l'image de l'enseignant algérien qui est ternie par la société. Et d'ajouter que «la qualité d'un système éducatif est liée intrinsèquement à celle de ses fonctionnaires, c'est pour cela qu'il faut lui redonner sa place dans la société et par là même le revaloriser moralement, financièrement et socialement ainsi que tous les travailleurs du secteur de l'Education». Sur un autre chapitre, la ministre de l'Education avait déclaré la

semaine dernière que, lors de la prochaine conférence nationale de l'Education, de nouvelles mesures entrant dans le cadre de la réforme du système d'examen seront connues à cette occasion. Cette rencontre prend fin dimanche et traitera de tous les thèmes liés à l'amélioration de la qualité des enseignements dispensés. Parmi les thèmes qui seront débattus à l'occasion, le système d'évaluation des examens. **Y. A.**

## Benghebrat

## Objectif : évaluation de la réforme du système éducatif

Une conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme de l'école sera organisée les 25 et 26 juillet par le ministère de l'Education nationale dans le cadre de l'approfondissement du processus de réforme du système éducatif lancé en 2003.

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé, lors d'une conférence de presse organisée hier au siège du ministère que cette rencontre nationale visait une «convergence de trois dynamiques : celle entamée l'année passée, par l'évaluation à mi-parcours du cycle obligatoire, celle lancée cette année, portant sur l'évaluation du cycle secondaire général et technologique, et enfin, celle centrée sur le redéploiement du système éducatif à partir d'indicateurs de qualité, portés par trois leviers de la réforme : la refonte pédagogique, la gouvernance et la professionnalisation des personnels par la formation».

La participation à cette conférence couvre les segments et les acteurs les plus représentatifs de l'action éducative : responsables pédagogiques et administratifs (tutelle et structures déconcentrées), enseignants, enseignants-chercheurs, organisations syndicales et associatives, ainsi que des élus et

des représentants institutionnels en rapport avec les actions de l'institution scolaire.

Le débat sera axé durant les séances plénières de la conférence nationale, selon la ministre, sur les problématiques liées au programme et la place de l'éducation de base, les enseignements fondamentaux, les priorités accordées au cycle primaire et le préscolaire, l'orientation scientifique et technologique, la place des langues dans le cursus scolaire, la numérisation des ressources pédagogiques, la formation des personnels et l'évaluation du système par des indices de rentabilité.

Pour M<sup>me</sup> Benghebrat, cette conférence nationale se veut l'expression d'une volonté de transparence et d'objectivité sur les dispositifs mis en place en vue de garantir une stabilité et un respect de l'éthique dans le secteur de l'Education.

Soucieuse de créer un équilibre en matière de réflexion et de débat durant la conférence «pour construire une nouvelle école», M<sup>me</sup> Benghebrat a indiqué que les participants (académiciens et professionnels de l'éducation et experts étrangers de Tunisie, de France et du Sénégal) discuteront, en dix ateliers, des thématiques en relation avec l'évaluation du produit de la réforme coïnci-

dant avec la première promotion de bacheliers 2015.

Il s'agit des leviers de la réforme et la formation des personnels du cycle primaire (missions, fonctionnement et cursus scolaire), le préscolaire (bilan et perspectives), l'évaluation du système éducatif (pédagogie, éthique et organisation), le cycle secondaire (missions, structuration et refonte du baccalauréat) et le cycle obligatoire et les programmes de 2<sup>e</sup> génération.

Les participants s'attelleront également sur l'orientation scolaire et la place de la dimension scientifique, technologique et professionnelle, l'éducation, la citoyenneté et l'environnement de l'élève, l'éducation spécialisée et le soutien social et le système éducatif et l'inspection.

Les travaux des ateliers procéderont selon trois directions : un état des lieux du domaine concerné (données quantitatives et qualitatives), problématisation par rapport au contexte local et national, éléments de perspectives et éléments de réponse aux problématiques posées dans leurs dimensions réelles les plus audacieuses, mais néanmoins mesurées en termes de faisabilité à court, moyen et long terme.

Lahcène H./APS



Assassinat de neuf soldats à Ain Defla

# Sellal promet une poursuite «sans relâche» des terroristes

■ L'assassinat de neuf soldats vendredi dernier, jour de l'Aïd, dans la wilaya de Ain Defla continue de susciter des réactions. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est exprimé sur le sujet depuis Madrid où il était en visite mardi.

Par Nacera Chennafi

Lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue espagnol Mariano Rajoy, mardi soir, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a assuré que «la lutte contre le terrorisme sera poursuivie sans relâche». Ainsi, les terroristes impliqués dans la mort de neuf soldats vendredi dernier à Ain Defla seront poursuivis jusqu'à leur anéantissement.

«Il y aura une poursuite sans relâche de ces terroristes», dira Sellal avant d'affirmer : «Nous sommes décidés à lutter contre le terrorisme jusqu'au bout».

D'autre part, le Premier ministre est revenu sur la sécurisation des frontières, en soulignant : «Nous avons sécurisé nos sept frontières, et l'ensemble des forces de sécurité sont déterminées à rendre la paix et la tranquillité à tous les citoyens».

Rappelant la période des années 90 quand l'Algérie s'est retrouvée dans une lutte sanglante contre le terrorisme, il a affirmé que celle-ci a su avancer «vers une réconciliation». Toutefois, selon Sellal, les questions liées à l'islamisme «ne peuvent se traiter uniquement par la force». Cette réaction s'ajoute à celle postée par le Premier ministre, dimanche 20 juillet sur sa page Facebook où il avait écrit : «Nous condamnons énergiquement cet acte criminel lâche qui a visé de nobles innocents, dignes fils de la Nation, en ces jours bénis». «En cette



PIVÉ. Soraya/A.

pénible circonstance, nous présentons aux familles de ces martyrs du devoir national nos sincères condoléances», soulignant «la profonde tristesse que cela a suscitée dans les cœurs de tous les Algériens». Il avait aussi prévenu : «Nous nous dresserons, peuple et armée, contre toute personne qui tentera de toucher à l'unité nationale, notre sécurité et notre stabilité». Lancée après l'assassinat de neuf soldats, une vaste opération de ratissage et de recherche se poursuit dans la région de Djebel Louh, situé entre les wilayas d'Ain Defla, Médéa et Tissemsilt. Il y aurait, selon des sources sécuritaires, «une trentaine de terroristes traqués».

Samedi soir sur Internet, dans un communiqué non authentifié, le groupe terroriste armé Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a revendiqué la lâche attaque qui a coûté la vie à neuf militaires.

Des photos des soldats tués continuent à circuler sur la toile, ce qui a provoqué une vive émotion des internautes via les réseaux sociaux. Ainsi, un nombre important de commentaires, dans lesquels cette attaque terroriste a été dénoncée et un grand soutien à l'Armée nationale continuent à arriver sur Facebook, Twitter et YouTube. Dans quelques commentaires on peut lire « Je suis soldat algérien ».

Depuis plusieurs mois,

l'Armée nationale populaire, qui s'est déployée au niveau des frontières avec la montée de l'activité terroriste et le risque d'infiltration de criminels sur le sol algérien avec ce qui se passe en Libye, Tunisie et le Mali, mène aussi de vastes opérations de recherche et de ratissage notamment à Ain Defla, Bouira et autres. Ce déploiement de l'Armée nationale a permis l'élimination de plusieurs terroristes. Une soixantaine de terroristes ont été éliminés, dont 25 éléments dans la wilaya de Bouira, abattus le 19 mai dernier dans la région de Boukrem, sur les hauteurs de Lakhdaria.

N. C.

Coopération dans le secteur agroalimentaire à Béjaïa

## Une délégation d'élus français en visite à Cevital

Une délégation d'élus, de la chambre de commerce et d'hommes d'affaires français de la région de la Vendée était en visite avant-hier au complexe agroalimentaire du groupe Cevital dans la wilaya de Béjaïa. Il faut rappeler que c'est en Vendée que se trouvent deux unités de l'entreprise française Brandt, acquise par le groupe Cevital. La chambre de commerce et d'industrie de la Vendée avait alors émis le vœu de venir constater de visu les installations du groupe algérien après la visite de M. Rebrab dans cette région. Les élus et opérateurs économiques français ont visité avant-hier en compagnie du P-DG du groupe les différentes unités de production du groupe, notamment les raffineries de sucre, d'huile, margarine, et d'autres unités de conditionnement d'eau minérale, de fabrication et de conditionnement de boissons rafraîchissantes, conserverie, silos portuaires ainsi que le terminal de déchargement portuaire. Ceci afin de voir de plus près le processus de production de ce complexe et explorer les voies, voire les moyens pouvant aider les chefs d'entreprise de la région de la Vendée à la signature d'accords de partenariat et d'investissement dans le domaine avec le groupe. Les élus m'ont déjà invité dans leur région de la Vendée et j'ai invité à mon tour ces derniers à visiter nos

unités pour chercher les voies et moyens à mettre en œuvre pour la concrétisation d'un partenariat. Une délégation de 25 chefs d'entreprise de la région de la Vendée est attendue au mois d'octobre ou novembre prochain à Béjaïa. Dimanche prochain, une délégation de la région de Toscane (Italie) où nous possédons une unité de sidérurgie est attendue aussi à Béjaïa. «Son président nous a bien reçu dans son pays et nous l'avons invité à venir visiter nos unités», a déclaré hier le P-DG de Cevital. Lequel a plaidé pour «la levée des obstacles qui se dressent contre ses projets d'extension en mer de la raffinerie de production d'huiles oléagineuses». A ce propos, il a rappelé qu'une délégation interministérielle s'était rendue en décembre 2012 à Béjaïa pour étudier le projet en vue de délivrer une autorisation d'exploitation mais il n'en est rien à ce jour, en dépit de l'étude d'impact sur l'environnement qui avait été réalisée alors et qui avait confirmé que l'usine n'aurait pas d'impact sur l'environnement. Il faut rappeler que le chiffre d'affaires à réaliser est de 3 milliards de dollars. «Cela rapporte 1,5 d'économie à l'État, qui importe 100% de ces huiles», a indiqué hier Rebrab sur radio soummam. Cet investissement générera 1,5 de rentrées en devises, puisque «la moitié de la production est destinée à l'ex-

port», a-t-il ajouté. Issad Rebrab a plaidé également pour la levée des obstacles liés à l'exportation de ces produits, notamment l'excédent de production d'huile, vers les pays de l'Union européenne, sachant que le groupe couvre le marché national à hauteur de 225%, soit plus de deux fois la demande nationale en huile. Le P-DG du groupe Cévital a rappelé que les pays de l'Union européenne ne trouvent aucune difficulté à exporter leurs marchandises vers notre pays contrairement aux producteurs algériens. Des négociations sont menées actuellement dans le cadre de l'accord passé par le pays avec l'EU depuis quelque temps. S'agissant des autres projets du groupe, une unité de production de matériel électronique va être inaugurée vers la fin de l'année 2016 ou début 2017 où 7 500 emplois seront créés. Une autre unité ouvrira ses portes dans deux mois dans la wilaya de B.B.A, spécialisée dans la fabrication de fenêtres double vitrage, et pas moins de 3 000 emplois y seront créés. Il faut ajouter à cela deux autres unités, dont une cimenterie à Constantine qui va produire 5 millions de tonnes de ciment par an. Elle sera lancée vers la fin 2017.

Hocine Cherfa

### LA QUESTION DU JOUR

#### Le dérapage contrôlé de Sarkozy

Suite de la page une

L'idée que l'Algérie n'est pas loin de sombrer dans une crise comparable à celle dans laquelle est plongée la Libye depuis maintenant plusieurs années, si ce n'est en plus grave, ne lui est pas personnelle. Elle l'est en fait si peu qu'elle est monnaie courante en Algérie même, depuis notamment la forte baisse des recettes pétrolières. Exprimée par un autre que Sarkozy, elle n'aurait probablement pas soulevé de tollé. S'il est un point qui fait l'unanimité au sein de l'opposition, c'est bien elle en effet. Récemment encore, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, qui pourtant n'appartient pas au front uni de l'opposition, ou qui se donne pour tel, la CNLTD, n'a pas craint d'affirmer que le pays est à la veille d'une insurrection généralisée, et qu'en conséquence son parti s'apprête à créer des comités révolutionnaires à travers le pays, pour, justement, ne pas se laisser déborder par l'éruption. Certes, elle n'a pas précisé de quelle révolution il s'agit en l'occurrence, mais enfin, on peut penser qu'à ses yeux une grande explosion se prépare, qui fera que rien ne sera plus comme avant. Non seulement personne ne s'en est ému, et n'a même cherché à comprendre d'où elle tient cette sombre perspective, mais il y a même eu des gens pour faire semblant de voir se former à l'horizon immédiat une tornade non moins gigantesque que celle qu'elle a prédite. En fait, les prophètes du malheur sont légion de nos jours. Qu'on fasse parler un opposant, et inévitablement il finira par annoncer la fin des haricots, à supposer bien sûr que ce ne soit pas par là qu'il commencera. Cet état d'esprit aurait prévalu même dans le cas où le cours du pétrole serait resté au beau fixe, tant il semble ancré, tenant lieu de seconde nature, peut-être dans l'ensemble du spectre politique. Mais avec la baisse actuelle, qui fait diminuer quasiment de moitié les revenus du pays, ce qui n'est pas rien, on comprend qu'il se soit enhardi, ragailardi, qu'il ait gagné du terrain. Les propos de Sarkozy n'y dérogent pas, bien au contraire. D'une façon plus générale, ils renvoient à une certaine conception de l'Algérie, aux relents impérialistes plutôt marqués dans son cas. Il serait cependant faux de la lui attribuer comme si elle était son invention. Ou qu'elle lui soit venue ces jours-ci, lors de sa visite en Tunisie. Pour être plus précis encore, et dans le même temps plus juste à l'égard de Sarkozy, elle est commune à tous ceux, nationaux ou non, qui pensent que l'Algérie est un pays dont le véritable ciment est sa rente pétrolière.

M. H.

Frontières terrestres algéro-tunisiennes

# La Tunisie facilite l'entrée aux Algériens

■ La Tunisie a entamé une série de mesures et d'instructions à l'égard des postes frontaliers afin de faciliter les déplacements des Algériens, a déclaré mardi le ministre des Finances tunisien. Les frontières algéro-tunisiennes connaissent un flux intense de touristes pendant la saison estivale et qui se rajoute aux échanges commerciaux en constante augmentation entre les deux partenaires.

Par Mohamed Mabkhout

Les frontières entre l'Algérie et la Tunisie connaîtront prochainement une série de mesures de modernisations afin de faire face au flux d'échanges commerciaux mais aussi à l'affluence des estivants algériens au pays voisin durant la saison estivale. Cette déclaration de

## Conférence sur la lutte contre l'extrémisme Poursuite des travaux à huis clos

LES TRAVAUX de la Conférence internationale sur la lutte contre l'extrémisme et la dé-radicalisation se sont poursuivis mercredi après-midi à Alger en sessions thématiques tenues à huis clos. Les participants, issus de plus d'une cinquantaine de pays et d'organisations internationales et régionales, discutent autour de la "Présentation de l'importance et du rôle de la lutte contre l'extrémisme violent et la dé-radicalisation dans le combat contre le terrorisme", "Le rôle du système judiciaire dans la dé-radicalisation, y compris en milieu carcéral" et du "Rôle des instances religieuses dans la dé-radicalisation". Les thèmes de la conférence portent également sur "La dé-radicalisation, la réhabilitation et la réintégration", "La dé-radicalisation et les efforts contre l'extrémisme violent par l'éducation, y compris par la promotion effective des méthodes d'enseignement, la formation professionnelle et l'emploi" ainsi que sur "Le rôle des médias, y compris les TV par satellite et les programmes religieux, dans la dé-radicalisation". Le débat tournera aussi autour du "Rôle de la société civile dans la dé-radicalisation" et enfin de "La dé-radicalisation et les phénomènes de la xénophobie et de l'islamophobie". Cette rencontre, initiée par l'Algérie et encouragée par les Nations unies, constitue une opportunité pour présenter les principales actions menées par l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Elle constitue également une occasion pour faire bénéficier les participants, dont des intervenants directs dans la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation, véritables leviers du terrorisme, de l'expérience de l'Algérie dans son combat incessant contre ce phénomène transnational. Les travaux de la conférence, qui s'étalent sur deux jours, visent à identifier les défis communs à relever dans le domaine de la dé-radicalisation et de la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que les actions susceptibles de constituer des pistes de coopération au sein du système des Nations Unies ou du Forum Global de lutte contre le terrorisme (FGCT).

R. N.

Slim Chaker, le ministre tunisien des Finances, faite en marge de sa visite au poste frontalier de Sakiet Sidi Youssef pour assurer des facilités d'accès aux Algériens sur le territoire tunisien. «Un programme de mise à niveau à travers notamment la création d'espaces d'accueil et de divertissement et de bureaux de contrôles avoisinant les postes de police et de la douane», a-t-il précisé. Le responsable tunisien a fait savoir aussi que la taxe d'entrée imposée sur les véhicules, sera dans un avenir proche révisée. «Accélérer les processus d'inscription et les mesures de passage des voyageurs et moderniser les postes frontaliers afin de répondre aux exigences de la prochaine période qui connaîtra une évolution du rythme des échanges commerciaux et touristiques», a-t-il affirmé. Il est à rappeler que le nombre de passagers algériens par les frontières dépassent les 1 000 visiteurs journaliers avoisinant les trois millions de passages dans les deux sens annuellement. Ce flux important nécessite impérativement une modernisation des systèmes douaniers selon le même responsable. La déclaration du ministre tunisien des Finances survient après les deux attentats qui ont visé le pays et déstabilisé les revenus du tourisme tunisien considéré comme pilier de l'éco-



Phs/D. R.

nomie. La tuerie de Sousse, et qui a fait un lourd bilan humain, a par conséquent fait annuler les réservations d'hôtels à la vitesse de l'éclair. De nombreux touristes qui hésitent toujours à se rendre en Tunisie, ce qui peut fatalement déstabiliser les finances du pays vu que le pays est fortement dépendant du tourisme. Les Algériens qui se rendent chaque année en Tunisie et qui avoisinent un million de touristes posent aussi une question de sécurité. La Tunisie veut renforcer ses frontières avec la Libye par la construction d'un mur le long des bordures pour limiter le flux des Libyens vers la Tunisie et réduire



la menace terroriste. La Tunisie cherche par cette décision à renforcer les frontières avec l'Algérie par la révision du système douanier qui peut entrer dans le cadre de sa lutte antiterroriste. Cette

décision peut avoir un effet positif pour les déplacements des Algériens en Tunisie plus aisément, évitant ainsi les longues files d'attente devant les bureaux des douaniers. M. M.

Conférence sur le terrorisme et la dé-radicalisation

## Messahel : Commencez par la lutte contre la xénophobie et l'islamophobie

Le ministre des Affaires maghrébines, Abdelkader Messahel, lors de l'ouverture d'une Conférence, a affirmé hier à Alger que la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme exige une lutte contre la xénophobie ainsi que l'islamophobie. La lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme doit aussi inclure la lutte contre la xénophobie et l'islamophobie, lesquelles s'affirment comme les nouveaux visages de l'extrémisme violent, a indiqué M. Messahel dans une allocution lors de l'ouverture d'une Conférence internationale sur la lutte contre l'extrémisme violent et sur la dé-radicalisation. Non seulement, ces fléaux : xénophobie et l'islamophobie, sont en expansion et portent atteinte à la dignité des communautés musulmanes installées dans certains pays d'accueil, mais ils menacent aussi leur sécurité morale et, de plus en plus, leur intégrité physique, a-t-il souligné. La xénophobie et l'islamophobie contribuent, selon le ministre, à «la radicalisation et au recrutement dans les rangs des groupes extrémistes et même terroristes», ajoutant que «des réponses institutionnelles audacieuses doivent constituer les socles de la lutte contre ces dangereux fléaux». M. Messahel a affirmé, devant les représentants de plus d'une cinquantaine de pays et d'organisations régionales et internationales, que la distinction entre l'Islam, religion de paix et de tolérance, et l'extrémisme «est une exigence de tous les instants qui interpelle toute la communauté internationale». M. Messahel a indiqué que le terrorisme, à travers son occupation du ter-

rain et des territoires, véhicule de «nouveaux et graves défis pour la cohésion, la stabilité et la sécurité dans le monde». «Le terrorisme a changé de nature et de mode opératoire. A travers son occupation du terrain et de territoires et sa propagande agressive, il véhicule aujourd'hui de nouveaux et graves défis pour la cohésion, la stabilité et la sécurité dans le monde», a-t-il expliqué. Pour le ministre, l'extrémisme, qui n'est pas un phénomène nouveau comme le montre l'Histoire de l'humanité, génère à chaque fois qu'il est mal traité, les plus grands drames et constitue actuellement «une menace en constante évolution». L'extrémisme prend ainsi, explique-t-il «différentes formes et touche un nombre croissant de pays et alimente de plus en plus les réseaux de la violence, dont la violence terroriste». Concernant la lutte contre le terrorisme et ses différentes expressions dont l'extrémisme violent, le ministre a estimé qu'elle nécessitait «la présence d'un Etat fort s'appuyant sur la force de la loi capable de faire respecter quelles que soient les circonstances». L'absence de gouvernement capable et la faiblesse de la mobilisation citoyenne constituent, selon le ministre, «des facteurs favorisant le développement du terrorisme». M. Messahel a, toutefois, rappelé que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent «est un travail de longue haleine», impliquant en premier lieu, le renforcement et l'approfondissement constant de la démocratie et de la bonne gouvernance. La démocratie participative, l'Etat de droit, ainsi que la mise en œuvre

de politiques socio-économiques basées sur la justice sociale et l'égalité des chances, constituent «les instruments prioritaires de la lutte contre le terrorisme et les meilleurs remparts contre la propagande de l'extrémisme violent et ses campagnes de recrutement», a-t-il relevé. M. Messahel a souligné la nécessité de mener une lutte armée contre le terrorisme dans le «strict respect» des droits de l'Homme et des valeurs humaines universelles, ajoutant que «enfreindre cette règle fondamentale, c'est courir le risque de se mettre au même niveau que les groupes terroristes». Les flux croissants de combattants terroristes étrangers issus d'un nombre de pays en permanente augmentation, sont un indicateur «clair quant à l'urgence à agir en amont pour tarir ces nouvelles sources de recrutement et de financement des groupes terroristes». La réponse à apporter à l'épineuse question de la prise en charge de ces combattants terroristes étrangers, une fois sortis des zones de conflit, doit, a estimé le ministre, s'écarter des pistes favorisant le transfert de cette menace vers d'autres espaces de conflits, vers des espaces encore instables ou encore vers des espaces moins nantis en capacité de maintien de l'ordre et de protection de la sécurité. Rappelons que le ministre avait déclaré que «le terrorisme se développe dans le chaos et s'enracine en l'absence de l'Etat et que la lutte contre le terrorisme n'est pas une mince affaire et pourtant l'Algérie l'a bel et bien vaincu».

Thinherine Khouchi/APS



## Forum

# Le FCE regrette que les investissements espagnols en Algérie restent «limités»

«Lorsque l'on étudie de plus près les résultats des échanges commerciaux, nous constatons que ces chiffres ne reflètent nullement l'excellence des relations politiques entre nos deux pays et la coopération économique se résume malheureusement au secteur de l'énergie et des services», a déclaré M. Haddad dans son intervention lors du forum économique algéro-espagnol.



Par Ghani Y.

Le Président des chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad a indiqué lundi à Madrid que les investissements espagnols en Algérie restent limités à l'énergie et les services, en relevant que la coopération économique entre les deux pays «ne traduisait pas l'excellence de leurs relations politiques».

«Lorsque l'on étudie de plus près les résultats des échanges commerciaux, nous constatons

que ces chiffres ne reflètent nullement l'excellence des relations politiques entre nos deux pays et la coopération économique se résume malheureusement au secteur de l'énergie et des services», a déclaré M. Haddad dans son intervention lors du forum économique algéro-espagnol.

Le patron du FCE a émis le vœu d'augmenter la présence des entreprises espagnoles en Algérie, en relevant qu'en dépit de la progression de leur nombre qui est passé de 240 en 2011 à 455 en 2014, elles ne représen-

tent que 5% du total des entreprises étrangères inscrites au registre algérien du commerce en 2014.

Il a ajouté que l'Algérie fait partie des pays qui offrent le plus de garanties et d'avantages comparatifs avec une économie qui présente une grande stabilité et beaucoup de vitalité qui s'est traduit par un taux de croissance positif depuis plusieurs années.

M. Haddad a indiqué que son organisation patronale souhaitait capter davantage d'investissements espagnols, en partenariat

avec des entreprises algériennes, dans la manufacture et la production de biens et de services.

Ces partenariats, a-t-il dit, doivent s'appuyer sur le marché algérien en tirant profit de ses avantages pour exporter vers les marchés extérieurs à travers la constitution de réseaux à l'exportation.

Dimanche, lors de son entretien avec le président de la confédération espagnole des entreprises (CEOE), la plus importante organisation patronale d'Espagne, M. Haddad a insisté sur l'exigence algérienne en matière de partenariat qui doit être gagnant-gagnant et profiter aux entreprises des deux pays.

Le patron du FCE a eu à réitérer les conditions algériennes en matière de coopération lors d'un atelier sur le partenariat dans la construction, tenu au siège de la CEOE en expliquant aux entreprises espagnoles présentes à cette rencontre, la nécessité d'un transfert technologique dans le domaine de la construction dans lequel l'Espagne excelle depuis des années.

Les entreprises espagnoles de construction enregistrent de fortes performances et activent dans plus de 80 pays, dont l'Algérie, où elles ont réalisé le port de Annaba et la pénétrante de Mascara.

Tout en relevant que le marché algérien de la construction était

ouvert, le patron du FCE a tenu cependant à préciser que cette ouverture ne doit pas le transformer en déversoir pour les matériaux de construction espagnols, très prisés en Algérie.

Les partenariats que le FCE défend doivent prendre en considération deux aspects importants, à savoir l'association des entreprises algériennes dans les projets de réalisation en Algérie et le transfert du savoir-faire, a-t-il résumé.

G. Y./APS

## Fonds de l'Opep pour le développement international Benkhalfa élu président du Conseil ministériel

LE MINISTRE des Finances Abderrahmane Benkhalfa a été élu à la tête du Conseil ministériel du Fonds de l'Opep pour le développement international (Ofid) lors d'une réunion tenue mardi à Vienne, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

M. Benkhalfa a été élu à la tête de l'organe suprême de l'Ofid pour l'exercice 2015-2016 lors d'une réunion qui a regroupé les ministres des Finances des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ou leurs représentants, ajoute la même source.

A cette occasion, les participants ont examiné le rapport annuel de l'Ofid et adopté le plan stratégique à moyen terme 2016-2025 qui vise à consolider la position de l'Ofid en tant que partenaire crédible dans le financement du développement. Ce plan stratégique constituera le cadre de référence pour assurer un appui aux actions de développement que les pays éligibles hors Opep envisagent d'engager, précise encore le communiqué. Par ailleurs, il a été décidé que la prochaine réunion du conseil ministériel prévue en 2017 se tiendra à Alger. En marge des travaux, M. Benkhalfa s'est entretenu avec ses homologues d'Arabie Saoudite, d'Irak, d'Iran et des Emirats arabes unis notamment sur la conjoncture financière internationale ainsi que sur les politiques d'ajustement et les mesures de rationalisation budgétaires des pays producteurs de pétrole.

L'Ofid est une institution de financement du développement fondée en 1976 par les pays membres de l'Opep pour fournir un support financier au développement des pays hors Opep.

Kheil N.

## Changes

### Baisse de l'euro face au dollar

L'euro reculait un peu mercredi face au dollar, après son rebond de la veille, en attendant le vote par le Parlement grec d'une deuxième série de réformes exigées par les créanciers comme préalable à une nouvelle aide financière internationale.

La monnaie européenne valait 1,0930 dollar mercredi matin, contre 1,0942 mardi soir. Elle baissait aussi par rapport au yen, à 135,17 yens pour un euro contre 135,53 yens la veille au soir, comme le dollar, qui s'échangeait à 123,67 yens contre 124,86 yens pour un dol-

lar mardi.

L'euro reste malgré tout bien plus élevé que lundi soir où il cotait 1,0824 dollar et 134,55 yens.

«L'euro est plus élevé grâce aux progrès qui continuent à être faits en Grèce avec le troisième plan d'aide», a expliqué un straté- giste chez Wells Fargo Securities.

Mardi soir, l'agence de notation Standard and Poor's a relevé de deux crans, à «CCC+» la note de la Grèce, assorti d'une perspective «stable», rappelant que l'accord avec les créanciers avait réduit le risque d'une éventuelle

sortie d'Athènes de la zone euro, mais sans toutefois lever le danger d'un «Grexit».

Les marchés sont par ailleurs attentifs à l'attitude de la Réserve fédérale américaine (Fed) dont le conseil des gouverneurs doit se réunir mardi prochain.

Les investisseurs espèrent obtenir de nouvelles informations sur le calendrier du relèvement de la hausse des taux d'intérêt.

Les analystes ont prévu un relèvement des taux en septembre ou décembre alors que la présidente de la Fed Janet Yellen a dit qu'elle prévoyait un relève-

ment vers la fin de l'année.

Mais «il faut être prudent en achetant des dollars par anticipation, en gardant à l'esprit qu'un relèvement en septembre n'est pas encore acté», a estimé un responsable des changes chez Sumitomo Mitsui Banking Corp.

La livre sterling montait face à l'euro, à 70,19 pence, comme face au dollar, à 1,5572 dollar pour une livre.

Le franc suisse restait stable face à l'euro, à 1,0475 franc suisse pour un euro, ainsi que face au dollar à 0,9583 franc suisse pour un dollar.

R. E.

## Air Algérie

### Tarif promotionnel NESMA au départ d'Algérie

Air Algérie informe son aimable clientèle de la disponibilité du tarif promotionnel «NESMA» au départ d'Algérie jusqu'au 29 juillet 2015.

Ce tarif promotionnel concerne les voyages en classe économique de plus de deux jours avec une franchise bagage de 30 kg.

Marseille, Bordeaux, Montpellier, Toulouse à partir de 21 900 DA TTC.

Except : Alger-Marseille à partir de 20 900 DA TTC

Lyon et Nice à partir de 25 900 DA TTC  
Paris, Metz, Lille, Mulhouse à partir de 29 900 DA TTC

Air Algérie rappelle que ces tarifs sont valables à l'achat jusqu'au 29 juillet 2015, pour voyager jusqu'au 25 octobre 2015. Cette offre n'est pas valable pour les voyages «Aller»

durant la période allant du 10 août 2015 au 10 septembre 2015.

Cette offre est valable dans la limite des sièges disponibles, et selon les conditions suivantes :

Revalidation: 6 000 DA / 60 euros

Remboursement : «Non autorisé» No-Show: 11 000 DA / 110 euro (défection passer ) Communiqué

Salamandre / Mostaganem

# Réception de la poissonnerie du port de pêche et de plaisance

■ Les travaux de réalisation de cette infrastructure de vente en gros du poisson sont achevés à 100 % et son équipement sera entamé dans les prochaines semaines.

Par Hania T.

La poissonnerie du port de pêche et de plaisance de Salamandre (Mostaganem) a été réceptionné dernièrement et attend d'être équipée, a-t-on appris mardi du directeur de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques.

Les travaux de réalisation de cette infrastructure de vente en gros du poisson sont achevés à



PH. &gt; D. R.

100 % et son équipement sera entamé dans les prochaines semaines, a-t-il indiqué.

Cette structure permet de contrôler des produits de mer et leur vente dans de meilleures conditions sanitaires pour la protection du consommateur. Une fois son entrée en servi-

ce, en septembre prochain, cette poissonnerie générera 200 à 300 postes d'emploi directs et indirects, a-t-on estimé.

Elle contribuera aussi à organiser le marché de poissons et à la lutte contre le commerce anarchique et, par conséquent, à la réduction et à la stabilité des prix du poisson.

Occupant une superficie de 1000 mètres carrés, elle dispose de chambres froides de grand volume outre des galeries de vente, un pavillon de fabrication de glace et un bloc de contrôle vétérinaire et autres commodités. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'une poissonnerie similaire ont été lancés dernièrement au niveau du port de pêche et de plaisance de la commune de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de Mostaganem) sur une superficie de 600 m<sup>2</sup> pouvant générer 200 postes d'emploi directs et indirects, a-t-on indiqué de même source.

H. T./APS

Hassi Messaoud

## Lancement des travaux de 4 000 logements

Les travaux de réalisation de 4 000 unités de type logement public locatif (LPL) retenues pour les habitants de la ville de Hassi Messaoud (Ouargla) ont été lancés mardi, a-t-on constaté. Cet important projet sera réalisé sur deux sites et en deux tranches, dont la première, soit 2 000 unités destinées aux habitants de l'actuelle ville de Hassi Messaoud, sera réalisée dans la commune de Ain El Beida, périphérie de Ouargla, sur une assiette foncière d'une superficie de 134 000 m<sup>2</sup>. La deuxième tranche (2 000 unités) sera construite au niveau du site de la nouvelle ville de Hassi Messaoud, a indiqué le wali de Ouargla lors de l'opération de lancement du projet. Le lancement de ce projet d'habitat dont les travaux ont été confiés à une entreprise de réalisation chinoise,

«constitue une étape effective de la concrétisation du projet de la nouvelle ville de Hassi Messaoud», a souligné le même responsable lors d'une visite d'inspection au site de ce nouveau pôle urbain. Ces projets d'habitat, dont le délai de réalisation est fixé pour 26 mois, seront réalisés selon les aspects architecturaux des régions sahariennes, a-t-il ajouté. Les travaux de viabilisation concernant le site des logements retenus pour la nouvelle ville de Hassi Messaoud, à savoir les réseaux d'AEP et d'assainissement, l'électricité, gaz et fibre optique, enregistrent un taux d'avancement estimé à 30%, réalisé selon les normes requises pour les villes modernes, a fait savoir le même responsable. Une zone d'activité a été également projetée au niveau du même site qui sera à la

disposition des investisseurs de l'actuelle ville de Hassi Messaoud, a ajouté le wali.

Pas moins de 1 000 emplois seront générés par ces chantiers d'habitat, au profit de la main-d'œuvre nationale.

Le projet de la nouvelle ville de Hassi Messaoud, d'un coût global de 6 milliards dollars (US), et qui est destiné à accueillir à l'horizon 2030 une population de 80 000 habitants, couvre une superficie de 4 483 hectares, dont 2 044 de périmètre d'urbanisation, 1 161 hectares inclus dans le périmètre d'extension future. Ce futur pôle urbain comptera des immeubles administratifs, des instituts universitaires, des centres de formation, des infrastructures de santé, établissements de sport, des centres culturels et de culte, entre autres.

Lamine H.

M'sila

## Ounnougha bientôt à l'abri des coupures d'électricité

Plusieurs opérations portant sur la réalisation de trois postes transformateurs et sur l'extension du réseau électrique mettront bientôt la commune d'Ounnougha (M'sila) à l'abri des coupures d'électricité, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Assemblée populaire commu-

nale (APC). Ces opérations profiteront à plusieurs centaines de foyers situés notamment, dans les quartiers d'Ahl El lued, d'El Makman et de Melouza, a précisé cette source à l'APS.

Ces projets de renforcement de la fourniture d'énergie électrique, inscrits en 2014, seront

opérationnels «dans les deux prochaines semaines» et permettront d'éviter les délestages longtemps décriés par la population de cette commune, frappée par un fort séisme en 2010, a-t-on encore indiqué.

Selon les services de la Société de distribution Est

(SDE), ces actions qui ont nécessité un investissement public de plus d'un milliard de dinars, s'inscrivent dans le cadre des efforts d'amélioration de la qualité de service dans cette commune montagneuse connue pour ses habitations éparpillées.

R. B.

Médéa

## Des sorties récréatives pour 1 500 jeunes

Pas moins de 1 500 jeunes issus de différentes localités de la wilaya de Médéa vont bénéficier de sorties récréatives à la faveur du programme estival mis sur pied par la direction locale de la jeunesse et des sports, a-t-on appris mardi auprès de cette structure. Des virées en bord de mer et des sorties aux sites naturels et archéologiques seront organisées durant la période estivale au profit de ces jeunes qui auront ainsi l'oc-

casation de se détendre et découvrir en même temps les beaux paysages que recèlent les régions côtières du centre du pays, a-t-on précisé.

L'on apprend par ailleurs, qu'environ 400 enfants ont déjà effectué un séjour en colonie de vacances dans le cadre de ce programme. D'autres vagues d'enfants vont rejoindre «incessamment» les camps de toile prévus à cet effet.

Trois villes côtières, situés en l'occurrence au niveau des wilayas de Boumerdès, Jijel et Mostaganem, ont été retenues pour ce séjour récréatif, a indiqué la même source, en faisant observer que le nombre d'enfants ou de jeunes ciblés par ce programme estival pourrait être revu à la hausse, avec comme priorité la prise en charge des personnes issues des communes enclavées.

R. R.

## Formation à Oran Ouverture de trois établissements à la prochaine rentrée

TROIS NOUVEAUX établissements de formation dotés de 1 000 places pédagogiques seront ouverts à Oran à la prochaine rentrée professionnelle (session de septembre 2015), a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur. Il s'agit d'un institut national spécialisé en maintenance industrielle à Arzew, d'un autre spécialisé en impression à Hai El Hamri au chef-lieu de wilaya et d'un centre de formation professionnelle et d'apprentissage à Ain El Beida dans la daïra d'Es Sénia, a précisé Touil Abdelkader. Ces nouvelles infrastructures offriront plusieurs spécialités adaptées aux exigences économiques et au marché de l'emploi dont la maintenance industrielle, l'impression artistique, l'informatique, la menuiserie métallique et la mécanique. Il est attendu que ces établissements accueilleront 800 stagiaires à la session de septembre prochain en fonction des moyens disponibles actuellement. Ce nombre augmentera en 2016 avec le renforcement de leur encadrement et leur dotation en équipements, a-t-on prévu de même source. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran compte trois instituts nationaux et 18 CFP.

Afif C.





Bilan : 40 morts

# Affrontements depuis une semaine entre tribus dans le sud-est de la Libye

■ Au moins 40 personnes ont été tuées et des dizaines blessées, la plupart des hommes armés, dans des affrontements entre la tribu des Toubous et celle de Touaregs.

Par Dalil Y.

Au moins 40 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans des affrontements qui opposent depuis une semaine des tribus libyennes rivales dans le sud-est du pays, a affirmé mercredi un responsable local. «Au moins 40 personnes ont été tuées et des dizaines blessées, la plupart des hommes armés, dans des affrontements



entre la tribu des Toubous et celle de Touaregs», a indiqué le responsable de Sebha, située à 750 km au sud de Tripoli, cité par l'AFP. Le gouvernement libyen reconnu par la communauté

internationale a exhorté, dans un communiqué, les deux tribus à «cesser les combats et à régler leur différend par le dialogue».

Cette dernière flambée de violences a provoqué l'exode de

plusieurs centaines de familles, selon la même source.

La Libye a sombré dans l'anarchie après la chute de l'ancien régime Maammar Kadhafi en 2011.

Une coalition de milices, notamment Fajr Libya, s'est emparée en 2014 de Tripoli, poussant le gouvernement reconnu par la communauté internationale, ainsi que le Parlement, à s'exiler dans l'est du pays. Et un gouvernement rival s'est autoproclamé à Tripoli. Les Toubous, qui vivent à cheval sur la Libye, le nord du Tchad et du Niger, sont impliqués depuis février dans des affrontements meurtriers avec des tribus locales du sud du pays, notamment à Koufra et Sebha.

D.Y./APS

## Activités de forage illégales sur son territoire

### Le gouvernement sahraoui appelle à leur cessation immédiate

Le gouvernement sahraoui a condamné mardi fermement la décision de la société irlandaise San Leon Energy d'effectuer des forages onshore dans le territoire occupé du Sahara occidental, rappelant que la signature des accords entre l'occupant marocain et des compagnies étrangères pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental est illégale. «La présence du Maroc au Sahara occidental est une occupation illégale depuis 1975 et aucun pays au monde ne reconnaît la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental», a indiqué le président de l'autorité sahraoui du Pétrole et des Mines, Zbeir Ghali, dans une lettre au président exécutif de San Leon, Oisín Fanning, estimant que «la signature des accords entre le Maroc et des compagnies étrangères pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles de

Sahara occidental est illégale».

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) a appelé la société San Leon à mettre fin immédiatement à ces activités de forage au Sahara occidental, occupé par le Maroc, qui sont en violation du Droit international et de la souveraineté permanente du peuple sahraoui sur les ressources naturelles du Sahara occidental et dont le Maroc et ses agences ne possèdent aucun fondement juridique devant leur permettre d'accorder des licences de prospection ou de développement dans les territoires sahraouis occupés. «Le gouvernement de la RASD a réaffirmé ses droits souverains exclusifs pour l'octroi de licences pour l'exploration et le développement des ressources naturelles du Sahara occidental», a rappelé Ghali. Il a, dans ce contexte, souligné que «le gouvernement possède en collaboration avec l'autori-

té sahraouie des mines le droit d'user de tous les moyens disponibles, à travers les procédures juridiques pour arrêter ou dédommager toute activité illégale concernant les ressources naturelles du Sahara occidental». Pour ce faire, la RASD s'est engagée à saisir le Secrétaire général des Nations unies et le Conseil de sécurité des activités de San Leon Energy, qui «visent à saper les efforts de l'ONU pour parvenir à une solution pacifique au conflit du Sahara occidental par le biais d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité». San Leon avait annoncé la signature d'un contrat avec la société française Entrepouse forage pour le forage dans un site près d'Al Aïyoune (capitale du Sahara occidental occupé).

Hafsa B.

## Maroc/Droits de l'Homme

### La FEJ appelle Mogherini à soulever le cas du journaliste Lmrabet

La Fédération européenne des journalistes (FEJ) a appelé la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini à soulever, mardi, lors de sa visite au Maroc, le cas du journaliste marocain Ali Lmrabet en grève de la faim depuis le 24 juin, a indiqué un communiqué de la fédération. «En tant que voix représentante des journalistes européens, la FEJ demande à la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, de porter une attention particulière à la situation des défenseurs des droits de l'homme, la liberté de la presse et la liberté d'expression au cours de ses pourparlers de négociation avec d'autres pays», notamment au Maroc, a déclaré Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la FEJ. L'appel a été lancé à la veille de sa première visite au Maroc où elle devra rencontrer des responsables gouvernementaux, des membres du Parlement et la société civile. Depuis presque un mois, le journaliste, chroniqueur et militant maro-

cain des droits de l'homme observe une grève de la faim à Genève après que les autorités marocaines ont refusé de lui délivrer son passeport. Ali Lmrabet est convaincu que les autorités lui refusent le certificat de résidence afin de l'empêcher de publier à nouveau. «La bureaucratie ne peut être utilisée pour interdire la liberté de la presse et la liberté d'expression ! Les journalistes doivent être libres de travailler et publier, le Maroc devrait mettre fin à cette façon indirecte de la censure !», s'est révoltée la FEJ. Le journaliste condamné par le Maroc pour «outrage au roi» voulait reprendre l'édition de journaux après 10 ans d'interdiction d'exercice de la profession pour l'écriture dans un article publié par le quotidien espagnol *El Mundo* que les Sahraouis vivant à Tindouf étaient des «réfugiés» et non «otages» retenus contre leur volonté comme tente le Maroc à le faire croire à l'opinion.

En soutien à Ali Lmrabet en grève de faim depuis le 24 juin, la FEJ a appelé à une mani-

festation de solidarité le 25 juillet à 14h30 à Genève en observant un grève de la faim symbolique. «Nous ne permettrons pas qu'Ali Lmrabet meurt à cause de la grève de la faim qu'il observe. Nous appelons à une manifestation pour montrer notre solidarité avec Ali à travers une grève de la faim symbolique par ceux qui sont en mesure de le faire». Enfin, la FEJ a attiré l'attention de Mogherini sur le récent rapport «Leurs yeux sur moi : Surveillance au Maroc», publié par Privacy International et l'Association des droits numériques marocaine (ADN) qui révèle les méthodes de surveillance en ligne utilisées par les autorités marocaines contre les journalistes et les activistes de l'information. «Vous ne pouvez pas interdire et poursuivre les journalistes, d'une part, utiliser des méthodes de surveillance illégale de suivre leurs sources et d'offrir toute impunité pour les auteurs de violations des médias, d'autre part», a indiqué la FEJ.

Hafid C.

### Tunisie Le Chef du gouvernement reçoit les représentants des partis de la coalition gouvernementale

Le Chef du gouvernement Habib Essid a reçu, mardi après-midi, les représentants des partis constituant la coalition gouvernementale. La réunion a permis l'examen de la situation générale dans le pays, le processus de décentralisation et de gouvernance locale ainsi que l'avancement de l'élaboration du document directeur du plan quinquennal de développement (2016-2020), indique un communiqué de la présidence du gouvernement. La rencontre a également porté sur les préparatifs engagés en prévision de la conférence nationale sur le terrorisme qui doit se tenir en septembre prochain, outre l'examen des projets de loi de réformes économiques et des modalités de concertation y afférentes, ajoute-t-on de même source. Ben Guerdone : Arrestation de 16 contrebandiers dans la zone militaire tampon. Les unités de l'armée nationale ont arrêté, mardi, à l'intérieur de la zone militaire tampon, 16 contrebandiers tunisiens et libyens et ont procédé à la saisie de 9 véhicules et d'importantes quantités de carburant destinées à la contrebande. Dans la région d'El Mksissim à Ben Guerdone, à proximité de la frontière avec la Libye, six Libyens ont été arrêtés et deux camions sans plaque d'immatriculation (un camion et un camion-citerne) transportant 13 200 litres de carburant de contrebande ont été saisis, outre une somme de devise libyenne, a indiqué à l'agence TAP, le porte-parole du ministère de la Défense, Belhassen Oueslati. Selon la même source, l'opération a permis l'arrestation de dix contrebandiers tunisiens et la saisie de six véhicules de contrebande portant des plaques minéralogiques tunisiennes.

M. O.



Nouvel attentat suicide en Afghanistan

# 15 morts sur un marché du nord

■ Au moins quinze personnes ont été tuées hier dans un attentat suicide sur un marché du nord afghan, selon les autorités locales, alors que les rebelles talibans intensifient leurs attaques malgré de récents contacts en vue de discussions de paix.

Par Ali O.

L'attentat, qui a eu lieu dans le district d'Almar de la province de Faryab, près de la frontière avec le Turkménistan, souligne le prix très élevé que continuent de payer les civils dans cette guerre qui dure depuis plus de 13 ans.

L'attaque n'était pas revendiquée dans l'immédiat, mais son mode opératoire correspond à l'un de ceux habituellement employés par les talibans.

Un kamikaze s'est fait exploser sur le marché principal du district, a indiqué à l'AFP Abdul Sattar Barez, gouverneur de Faryab, évoquant au moins 15 morts et environ 38 blessés. Ce bilan a été confirmé par le chef du district, Saleh Mohamed Saleh.

Parmi les personnes tuées se trouvent «des femmes, des enfants et au moins un soldat afghan», a-t-il ajouté.

«Nous avons reçu des informations indiquant qu'un kamikaze était entré dans le marché d'Almar, et envoyé des forces de police pour le chercher. Nous étions en train de le faire lorsqu'il s'est fait exploser», a déclaré à l'AFP M. Saleh.

Cet attentat survient alors que les talibans ont intensifié leurs attaques contre les forces afghanes et leurs alliés de l'Otan à travers le pays ces derniers mois, après la fin de la mission de combat des troupes de l'Otan dans le pays en décembre dernier.

Les insurgés mènent de plus en plus d'opérations hors de



leurs bastions traditionnels du sud et de l'est, notamment dans la capitale Kaboul et dans les provinces autrefois très calmes du nord. Ils assurent tout mettre en œuvre pour protéger les civils au cours de leurs opérations, mais ces derniers payent le prix fort de ce conflit. Selon l'ONU, près de 1 000 civils afghans ont péri dans des violences sur les seuls quatre premiers mois de cette année.

L'intensité des combats n'a pas empêché, pour la première fois depuis la chute du régime des talibans en 2001, une prise de contact officielle en vue de pourparlers de paix entre responsables du gouvernement de

Kaboul et une délégation des talibans.

La rencontre a eu lieu à Murree, au Pakistan voisin, facilitée par Islamabad et supervisée par les États-Unis et la Chine.

Les deux camps ont prévu de

se rencontrer à nouveau ces prochaines semaines, nourrissant l'espoir d'une prochaine fin du conflit, notamment chez les Américains et leurs alliés occidentaux, qui ont dépensé depuis 2001 des centaines de milliards de dollars pour occuper militairement le pays sans arriver à le stabiliser.

Depuis la fin de la mission de combat de l'Otan en décembre dernier, 12 500 soldats étrangers sont déployés en Afghanistan dans le cadre d'une nouvelle mission baptisée «Soutien résolu», chargée de former et de conseiller les forces afghanes.

Ces dernières semaines depuis décembre seules face aux talibans sur le terrain, même si elles peuvent parfois compter sur le soutien aérien occidental en cas de besoin.

Mais cette coopération ne va pas sans heurts : lundi, l'aviation américaine a tué par erreur 10 soldats afghans lors d'un bombardement dans le Logar, une province située juste au sud de Kaboul et où les talibans sont très implantés.

Ces tirs fratricides contribuent à attiser la rancœur des populations locales. En décembre dernier, cinq civils avaient ainsi été tués «par erreur» dans un raid aérien des forces de l'Alliance atlantique dans cette même province de Logar.

A. O.



## Points chauds

### Empoisonnement

Par Fouzia Mahmoudi

Après des années d'attente et de bataille judiciaire et politique le verdict semble enfin sur le point de tomber concernant la mort de Yasser Arafat, imputée à Israël par ses proches. En effet, alors que les causes du décès en 2004 du chef palestinien restent inexplicables, les juges français chargés d'une enquête pour «assassinat» pourraient bientôt rendre un non-lieu, après des réquisitions en ce sens mardi du parquet de Nanterre. Le parquet a annoncé qu'il avait rendu un «réquisitoire définitif aux fins de non-lieu» dans ce dossier où aucune mise en examen n'a été prononcée. Les causes de la mort du président de l'Autorité palestinienne, le 11 novembre 2004 à 75 ans à l'hôpital militaire Percy de Clamart, près de Paris, après une brusque détérioration de son état de santé, n'ont jamais été élucidées. Trois juges de Nanterre sont saisis d'une enquête pour «assassinat» depuis août 2012, après une plainte contre X déposée par la veuve de Yasser Arafat, Souha Arafat, à la suite de la découverte de polonium 210 sur des effets personnels de son mari. C'est avec cette substance radioactive hautement toxique que l'ex-agent russe Alexandre Litvinenko avait été tué en 2006 à Londres. La tombe d'Arafat avait été ouverte en novembre 2012 et une soixantaine d'échantillons prélevés sur sa dépouille puis répartis pour analyse entre trois équipes d'experts suisses, français et russes. Les experts mandatés par les juges français ont à deux reprises écarté la thèse de l'empoisonnement, estimant que la présence d'un gaz radioactif naturel, le radon, dans l'environnement extérieur expliquerait les fortes quantités de polonium enregistrées dans sa sépulture et sur les échantillons prélevés lors de l'exhumation. Dans leurs expertises complémentaires, les Français avaient réexploité des données brutes issues de l'analyse en 2004 par le service de protection radiologique des armées d'échantillons d'urine prélevés sur Yasser Arafat lors de son hospitalisation. Ils n'y ont pas trouvé de polonium 210, ce qui infirme «l'hypothèse d'une ingestion aiguë dans les jours précédant l'apparition des symptômes que présentait Yasser Arafat», avait indiqué le parquet en mars. Des experts suisses sollicités par la veuve avaient au contraire jugé la thèse de l'empoisonnement «plus cohérente» avec leurs résultats. Reste à savoir si les Palestiniens se satisferont de cette décision, alors même que beaucoup d'entre eux continuent à penser qu'Israël est derrière la mort de leur emblématique dirigeant, et que le président israélien de l'époque, Shimon Peres, avait affirmé qu'«il aurait été plus facile» de l'assassiner par balle.

F. M.

## Turquie

### L'auteur de l'attentat suicide identifié

La police turque a identifié un Turc de 20 ans comme l'auteur de l'attentat suicide meurtrier commis lundi à Suruç (sud), attribué au groupe État islamique (EI), alors que le gouvernement se réunit pour renforcer la sécurité à sa frontière avec la Syrie.

Deux jours seulement après l'attentat qui a fait 32 morts et une centaine de blessés, les enquêteurs ont formellement établi que le «kamikaze» qui s'est fait exploser dans les jardins du centre culturel de la petite ville proche de la Syrie était un jeune homme originaire du sud-est de la Turquie.

«Nous confirmons sur la base des analyses génétiques pratiquées que l'auteur de l'attaque est un homme de 20 ans originaire d'Adiyaman», a déclaré à l'AFP un responsable turc sous couvert de l'anonymat.

Le jeune homme, identifié sous les initiales S.A.A., a rejoint les rangs du groupe EI il y a deux mois seulement, a rapporté hier la presse turque.

Lundi à la mi-journée, il a visé un groupe de jeunes militants de gauche, partisans de la cause kurde, qui désiraient participer à la reconstruction de Kobané. Située juste de l'autre côté de la frontière, cette ville syrienne a été largement détruite pendant la bataille qui s'est soldée en janvier par la victoire des Kurdes de Syrie sur l'EI.

Mardi, le Premier ministre islamiste-conservateur turc Ahmet Davutoglu, qui a attribué la responsabilité de l'attentat au groupe EI, avait annoncé qu'un «suspect» avait été identifié, sans toutefois préciser s'il s'agissait de son auteur ou d'un complice.

Cet attentat est le plus grave commis en Turquie depuis 2013 et,

si sa paternité était confirmée, il constituerait la première attaque suicide menée par l'EI sur son sol.

Selon la presse, les autorités turques enquêtent sur d'éventuels liens entre l'attaque meurtrière de Suruç et un autre attentat qui avait fait 4 morts et plusieurs dizaines de blessés lors d'une réunion publique du principal parti kurde de Turquie le 5 juin dernier à Diyarbakir (sud-est), deux jours avant les élections législatives.

Le quotidien *Hürriyet* a affirmé hier que le mécanisme de l'engin explosif était identique dans les deux cas et que les auteurs présumés de ces deux attaques avaient rejoint les rangs jihadistes au même moment. A la demande du gouvernement, un juge turc a par ailleurs interdit hier la diffusion sur internet des images, souvent insoutenables, prises juste après l'explosion par les témoins, abondamment partagées sur les réseaux sociaux depuis deux jours.

Cette mesure a ravivé chez les internautes les craintes d'un nouveau d'un nouveau blocage de Twitter par le gouvernement islamiste-conservateur turc, qui s'est attiré les vives critiques des défenseurs des libertés pour l'avoir ordonné à plusieurs reprises.

Son Premier ministre, Ahmet Davutoglu, doit présider dans l'après-midi un conseil des ministres extraordinaire destiné, selon ses mots, à étudier un nouveau «plan d'action» antiterroriste, visant notamment à renforcer la surveillance de sa frontière avec la Syrie et d'y prévenir les mouvements des jihadistes.

Cette réunion intervient alors que la découverte hier de deux policiers tués par balle dans une

autre ville frontalière de la Syrie, Ceylanpinar (sud-est), a ravivé les craintes d'autres attaques. «Nous ne savons pas encore s'il y a un lien avec le terrorisme», a toutefois tempéré le gouverneur local, Izzetin Küçük.

Depuis deux jours, les détracteurs du régime turc l'accusent d'être pour partie responsable des événements de Suruç, dénonçant sa mauvaise évaluation du risque jihadiste voire, pour les plus virulents, sa complaisance pour le groupe EI.

Même si elle est membre de la coalition antijihadiste, la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan est jusque-là restée l'arme au pied face aux jihadistes. Elle a notamment refusé d'intervenir en soutien des milices Kurdes de Syrie, par crainte de voir se constituer une région autonome hostile dans le nord de la Syrie.

Depuis lundi, de multiples manifestations, toutes réprimées par la police, ont dénoncé dans plusieurs villes du pays la politique syrienne du gouvernement.

«Le gouvernement actuel a toujours jusqu'à présent combattu le terrorisme et il ne fera jamais de compromis avec lui», a répété M. Davutoglu mardi soir sur Twitter.

Le porte-parole du président Erdogan, Ibrahim Kalin, a rappelé de son côté les très récentes opérations conduites par la police pour démanteler les filières jihadistes qui permettent aux recrues de l'EI de rejoindre la Syrie via le territoire turc.

«Les allégations selon lesquelles la Turquie ne condamne pas Daesh (acronyme arabe de l'EI) ou ne traque pas ses membres sont fausses», a-t-il souligné.





Constantine, capitale de la culture arabe

# Hommage aux maîtres du malouf constantinois

■ Un vibrant hommage a été rendu mardi soir à quatre grands maîtres du malouf constantinois, en l'occurrence cheikh Hammou Fergani, ses fils Mohamed-Seddik dit Zouaoui (à titre posthume) et Mohamed-Tahar, ainsi que le regretté flûtiste Abderrahmane Kara-Baghli. C'est au palais de la culture Malek-Haddad de Constantine que les amis, la famille et les fans des artistes honorés se sont réunis sous les rythmes de cette musique ancestrale.

Par Abla Selles

Cet hommage, initié par le département du Patrimoine immatériel et des arts vivants du commissariat de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» a réuni, dans une gaâda constantinoise pleine de beaux souvenirs, artistes, amis et proches des chouyoukh, venus évoquer le parcours de ces maîtres, leur passion pour la musique et leur contribution dans la sauvegarde de la musique savante dans l'antique Cirta.

Lors de l'évocation de Hamou Fergani, présenté comme un passionné de la musique citadine, les présents ont souligné que cet artiste était un adepte de la confrérie des Aïssaoua. «Sa voix s'est forgée dans les Hadra Aïssaoua et son timbre à la fois doux et puissant s'est intensifié au fil de l'apprentissage», a notamment indiqué Salim Rouabeh, de l'association Mouhibi El Fen.

Suivant les traces de l'histoire de la musique savante dans la ville du Rocher, les participants ont précisé que Zouaoui Fergani avait entamé sa carrière artistique à l'âge de 16 ans. Jouant,



dans un premier temps, du violon, Zouaoui s'est vite passionné pour le luth pour devenir, a-t-on témoigné, un luthiste «hors pair». Sa virtuosité est souvent comparée à celle de Abdelkrim Bestandji, l'un des formateurs

des plus brillantes promotions de luthistes, au début du 20<sup>e</sup> siècle à Constantine.

Avec son compagnon de toujours Kaddour Darsouni, Zouaoui a accompagné les premiers pas de son jeune frère



Mohamed-Tahar, et a pris part à l'ensemble des regroupements de musiciens constantinois dans diverses manifestations.

Revenant soixante ans en arrière, la mémoire incontestée du malouf, Mohamed-Tahar

Fergani (né en 1928) a révélé qu'il s'était initié, au tout début de sa carrière, à la musique orientale égyptienne qu'il découvre à travers le cinéma. «C'est cheikh H'souna Ali Khodja qui me conseilla, en écoutant ma voix, de m'orienter vers le malouf et me donna rendez-vous à l'usine de tabac de la famille Bentchikou, où il travaillait pour m'initier à la musique citadine», raconte l'interprète de «Ya Dalma».

Sur Abderrahmane Kara Baghli, alias Baba Abeïd, Salim Rouabeh a précisé que ce flûtiste émérite était «le trait d'union» entre les artistes de la ville. L'histoire de la musique savante à Constantine retient que Baba Abeïd s'est imposé par sa maîtrise des différents répertoires musicaux, le Z'djel, notamment.

Abdelaziz Reguig, petit-fils de Baba Abeïd, rapporte que ceux qui ont côtoyé son grand-père, se souviennent qu'il répétait avec Mohamed-Tahar Fergani dans la cave d'un petit café, dans la vieille ville. La musique, la voix de Fergani et les belles mélodies attirèrent tellement de monde que le local, d'habitude peu fréquenté, ne désemplassait plus, raconte Reguig.

A.S.

Afin de relancer le secteur du cinéma

## Installation d'une commission spéciale

Le ministère de la Culture donne une grande importance au relancement du cinéma en Algérie. Après la restauration d'un grand nombre de salles de cinéma et la récupération de celles qui étaient cédées en concessions pour voir ensuite leur vocation changée, le ministère de la Culture s'occupe du volet programmation. En effet, plusieurs événements et cycles cinématographiques sont organisés dans les différentes villes du pays. «Le cinéma est un secteur qui mérite d'être pris en charge d'une façon sérieuse surtout qu'on a des jeunes capables de lui donner une renommée internationale», a déclaré le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, lors de son dernier déplacement à Oran. Ce projet commence à se concrétiser après la mise en place d'une commission chargée de la relance du cinéma algérien à travers l'étude des infrastructures, du financement et des lois régissant le septième art. C'est ce qu'a déclaré le ministre à Djelfa où il a donné le coup d'envoi de la manifestation

«Ciné-ville».

Le ministre de la Culture a précisé que «cette commission se penchera notamment sur les questions relatives aux salles de cinéma, au financement et aux lois régissant le marché du cinéma tels que la distribution et les assurances accordés aux distributeurs».

Cette commission va également s'intéresser aux textes traitant de la production et de la formation cinématographiques, a-t-il ajouté, soulignant que la relance du septième art nécessite la mise en place de formations spécifiques dans les métiers du cinéma tels que le son, l'image et l'éclairage. «D'énormes efforts doivent être consentis pour faire revivre le cinéma algérien», a déclaré M. Mihoubi qui a ajouté que ces efforts portent, entre autres, sur la récupération des salles de cinéma qui peuvent assurer des projections et qui sont au nombre de 75 recensées à l'échelle nationale.

Il est d'ores et déjà prévu de confier la gestion des salles de cinéma et des ciné-

thèques appartenant au secteur de la culture à des entreprises rattachées au ministère de tutelle. Cette démarche permettra de doter ces structures en équipements de projection modernes, a-t-il observé, signalant à propos des salles fermées, que plusieurs wilayas ont été contactées en vue de leur mise sous tutelle du ministère de la Culture qui procédera à leur réhabilitation et réaménagement.

Abordant la question des sites archéologiques, le ministre a rappelé qu'une carte nationale des sites archéologiques est en cours d'élaboration par la direction du patrimoine de son département et que l'opération de classement des sites en vue de leur préservation se poursuit.

A ce propos, il a souligné que la restauration de La Casbah d'Alger est le «plus lourd» dossier de cette opération de classement et de préservation des sites historiques, et qu'il fait l'objet d'un suivi direct par le Premier ministre.

L. B.

Littérature

## L'auteur américain de «Ragtime» n'est plus

L'écrivain américain E.L. Doctorow, connu pour ses fictions historiques, dont «Ragtime», «Billy Bathgate» et «The March», est décédé mardi à l'âge de 84 ans, a annoncé le New York Times. «E.L. Doctorow était l'un des plus grands écrivains américains. Ses livres mont beaucoup appris, il nous

manquera», a tweeté le président américain Barack Obama. E.L. Doctorow est mort des suites d'un cancer du poumon, a déclaré son fils, Richard Doctorow, au New York Times. L'écrivain né dans le quartier du Bronx à New York, maniait un style d'écriture audacieux et peu conventionnel. Son premier roman, «Welcome

to Hard Times», un western publié en 1960, sera suivi en 1966 de «Big as Life», inspiré de la science-fiction. En 1971, il publie «The Book of Daniel», une fiction autour des époux Rosenberg. «Ragtime», publié en 1975, sera adapté au cinéma par Milos Forman. L'année dernière, Doctorow

avait remporté le prix littéraire du Congrès américain (Library of Congress Prize for American Fiction). Une récompense venant s'ajouter à une longue liste de distinctions, dont un National Book Award, trois National Book Critics Circle Awards et deux PEN/Faulkner Awards.

R. I.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Esplanade de Riad El Feth**  
Du 23 au 29 juillet :  
Festival international de la littérature et du livre de jeunesse.

**Théâtre plein air chakroun Hassni d'Oran**  
Jusqu'au 4 août :  
Festival local de la chanson oranaise.

**Galerie des Ateliers Bouffée d'Art**

Jusqu'au 31 juillet :  
Exposition de l'Art pictural auresien en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouzi, Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine. Vernissage le 3 juillet à 21h30.

**Bassins, Ben Aknoun**  
Jusqu'au 31 juillet :  
Exposition de l'Art pictural auresien – en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouzi, Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine.

**Galerie d'art Asselah**  
Jusqu'au 10 août :  
Exposition de l'artiste Hachemi Ameur, sous le thème : «Anamorphoses et certitudes».

**Espace La Port-Saïd (Squaire Port-Saïd)**  
Jusqu'au 31 juillet :  
Exposition «Machine théologique» de Liess Vergès.

## Coup-franc direct



### Des tracasseries administratives des clubs

Par Mahfoud M.

Certains clubs ont eu la mauvaise surprise de devoir compter sans certains de leurs joueurs au cours des stages d'intersaison qu'ils effectuent. Certains joueurs, étrangers notamment, n'ont pas pu obtenir leur visa d'entrée, alors que d'autres ont eu des membres du staff technique qui n'ont pas pu faire le déplacement ce qui complique leur situation étant donné qu'il s'agit d'un membre du staff. A qui doit-on imputer ces erreurs qui ne devaient, pourtant pas, être faites sachant que la préparation est importante pour toute formation ? Il faut savoir que tout club a une administration qui doit logiquement s'occuper de tout avant le déplacement de l'équipe à l'étranger pour effectuer le stage. Un stage ça se prépare à l'avance, et la direction doit faire son travail convenablement en mettant tous les atouts de son côté et en ne négligeant aucun volet surtout que la préparation demeure importante pour toute équipe qui désire réussir sa saison. Il ne suffit pas de payer les membres de l'équipe, staff et joueurs, pour dire que la direction a réussi sa mission, surtout que l'entraîneur doit bénéficier de tous ses joueurs pour réussir cette préparation et travailler dans les meilleures conditions possibles.

M. M.

### Sampdoria de Gênes Mesbah sera libéré

La Sampdoria de Gênes (Serie A italienne de football) a décidé de mettre le défenseur international algérien Djamel Mesbah sur la liste des libérés, après avoir envisagé son maintien dans l'effectif de la saison prochaine, rapporte mardi le quotidien *La Gazzetta dello sport*. Mesbah (31 ans) sera libéré au même titre que l'attaquant Stefano Okaka et le milieu de terrain Marco Marchionni, précise la même source.



Deux clubs convoitent le latéral gauche algérien sans toutefois formuler des offres : Torino et Bologne. Le joueur algérien avait rejoint la «Samp» en août 2014 en provenance de Livourne. La Sampdoria de Gênes a vu l'arrivée à la barre technique cet été de l'ancien gardien de but international

italien Walter Zenga qui a succédé au Serbe Sinisa Mihajlovic, parti à l'AC Milan. Mesbah n'a pas été convoqué pour le dernier match de l'équipe nationale face aux Seychelles (victoire 4-0) disputé le 13 juin à Blida, dans le cadre de la première journée (Gr J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

### Championnats d'Afrique 2015 juniors de Judo Mesrem : «En Egypte pour défendre mon titre»



La judokate algérienne Hadjer Mesrem (-48 kgs) ambitieuse de défendre victorieusement son titre continental et décrocher la médaille d'or aux Championnats d'Afrique 2015 «juniors», prévus fin juillet à Charm El-Sheikh (Egypte). «Je suis la championne d'Afrique en titre et, dans mon cas, la moindre des choses est d'essayer de défendre mon titre», a déclaré Mesrem, mardi. En présence des meilleures judokates du continent, particulièrement d'Egypte et de Tunisie «la concurrence sera certainement très rude» pour l'or, mais Mesrem se veut quand même «optimiste». «Mon titre de championne d'Afrique "senior" m'a permis de prendre part à des stages et des tournois internationaux avec l'élite du judo national. J'estime avoir beaucoup appris aux côtés de mes aînées et cette expérience me permettra, je l'espère, de faire la différence contre des adversaires du même âge que moi», a expliqué la championne d'Afrique en titre concernant son optimisme. Outre la médaille d'or en individuel, Mesrem espère reconquérir le titre continental «par équipes» qui fut l'Algérie depuis deux ans. «J'espère que nous serons tous au rendez-vous et que nous ferons honneur à notre pays», a-t-elle ajouté. L'Algérie compte engager vingt judokas dans ces championnats d'Afrique 2015 juniors, 10 garçons et autant de filles. «Le plus gros de la préparation a été effectué au mois de ramadhan, pendant lequel nous avons effectué deux stages de 16 jours chacun», a indiqué le sélectionneur national, Omar Rebahi. Le départ de la délégation algérienne est prévu pour le 24 juillet, soit trois jours avant le coup d'envoi de la compétition, programmé le 27 du même mois.

### Tennis/Classement mondial «juniors» Ibbou recule à la 45<sup>e</sup> place

La joueuse de tennis algérienne, Inès Ibbou, a perdu une place au classement mondial «juniors» et se retrouve au 45<sup>e</sup> rang du nouveau ranking, publié lundi par la Fédération internationale de tennis (ITF). La championne d'Afrique en titre chez les moins de 18 ans avait réussi une belle ascension au début de l'année en cours, passant de la 152<sup>e</sup> à la 43<sup>e</sup> place mondiale, parvenant même à s'y maintenir pendant trois semaines, avant de reculer à la 44<sup>e</sup> place, puis à la 45<sup>e</sup>. Ibbou (16 ans) a fait les frais de son élimination précoce au tournoi «Nike juniors» disputé du 28 juin au 3 juillet à Roehampton (Angleterre), puis à Wimbledon (4-12 juillet) également en Angleterre. Le classement mondial «juniors» est toujours dominé par la Tchèque Marketa Vondrousova, suivie de la Chinoise Shilin Xu (2<sup>e</sup>) et la Hongroise Dalma Galfi (3<sup>e</sup>). Ibbou projette d'intégrer une académie sportive en Espagne dès le mois de septembre prochain avec l'espoir de booster sa jeune carrière. «Mon rêve est de parvenir à remporter, un jour, un tournoi de Grand Chelem en seniors», avait confié la jeune Algérienne au site de Wimbledon.

## Ligue des champions d'Afrique/USMA-MCEE vendredi à 21h30 Les Rouge et Noir pour la confirmation

■ La formation de l'USM Alger dispute demain soir (21h30) son troisième match comptant pour la Ligue des champions d'Afrique face à l'autre représentant algérien, le MC El Eulma, au stade Omar-Hamadi d'Alger.

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir tenteront de confirmer leur statut de favori et donc montrer qu'ils méritent bien cette première place au classement du groupe A, après deux victoires d'affilée, respectivement face à l'ES Sétif et El Merikh (Soudan). Les Usmistes sont conscients que la mission ne sera pas de tout repos face à des Eulmis qui joueront toutes leurs chances et qui essayeront de revenir dans la course pour la qualification au dernier carré. Les Usmistes partent quand même avec les faveurs du pronostic surtout qu'ils évolueront à domicile et auront le soutien de leurs fans qui se déplaceront certainement en force pour être à leurs côtés durant



Les usmistes favoris.

ce match très important pour la formation algérienne. Les coéquipiers de Seguer se donneront à fond pour tenter de prendre les trois points et garder leur avance au classement. Les poulains de Hamedi savent en tout cas, ce qui les attend et se doivent très prudents devant cette formation du MCEE qui ne compte pas se laisser faire même s'ils ont un zéro pointé et occupent la dernière place au classement du groupe. Hamiti and co tenteront de se refaire une santé et de

se relancer et jouer à fond leurs chances même s'ils savent que cela ne sera pas facile face à une équipe qui n'a pas fait dans le détail dans les deux premiers matchs et a pris six points en autant de matchs. Les Usmistes savent, en tout cas, qu'ils se doivent de l'emporter pour se rapprocher de la qualification en demi-finale qui reste le principal objectif de l'équipe qui souhaite faire bonne figure en Ligue des champions d'Afrique.

M. M.

### Sélection olympique

## L'Académie du PAC représentée par 3 titulaires face à la Sierra Leone

Le président du Paradou AC, Kheireddine Zetchi, s'est dit fier après la titularisation de trois joueurs (Raouf Benghit, Mohamed Gagaa et Ramy Bensebaini) issus de la 1<sup>re</sup> promotion de l'Académie de son club, lors de la victoire de la sélection olympique algérienne face à la Sierra Leone (2-0) samedi à Blida. «C'est la première fois qu'on voit autant de joueurs issus de notre Académie alignés d'entrée dans un match officiel d'une sélection algérienne.

Cela prouve que notre travail commence à donner ses fruits», a déclaré Zetchi. L'Académie de football de Paradou, fondée en 2007, avait fait sensation lors des premières années de sa création grâce aux belles prestations de ses jeunes joueurs dans des matchs de gala aussi bien en Algérie qu'à l'étranger, attirant une grande foule.

Mais cela n'avait pas suffi pour ces joueurs afin de taper dans l'œil des sélectionneurs des équipes nationales. Aucun élément de cette



catégorie n'a été d'ailleurs retenu dans la liste des 20 joueurs de la sélection algérienne qui a participé au championnat d'Afrique des moins de 20 ans déroulé en 2013 en Algérie, et ce, à la surprise des spécialistes. «Ces mêmes joueurs exclus de la sélection des U-20 ont prouvé dans ce match face à la Sierra Leone, qu'ils avaient bel et bien leur place lors du championnat d'Afrique de 2013», a estimé Zetchi. «D'autres éléments de notre Académie étaient convoqués régulièrement pour les

stages de la sélection olympique, mais ils n'ont pas figuré dans le groupe qui a été retenu pour le match de samedi passé», a encore informé le patron du club de la capitale promu en Ligue deux algérienne en fin de saison passée. Au passage, Zetchi a rappelé que parmi les objectifs tracés à l'Académie de football de son club, celui «de pourvoir les différentes sélections nationales de joueurs de qualité». Et si Benghit, le plus jeune joueur de la sélection olympique (il a 20 ans), évolue toujours au PAC, Bensebaini et Gagaa ont été prêts respectivement à Montpellier (L 1, France) et à la JS Kabylie (L 1, Algérie). Les trois joueurs sont pressentis pour garder leur place de titulaire lors du match retour contre la Sierra Leone, samedi prochain à Blida dans le cadre du troisième et dernier tour des éliminatoires du championnat d'Afrique des moins de 23 ans, qualificatif aux jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro (Brésil).

### CS Constantine

## Le club annule son deuxième stage

Le stage de préparation du CS Constantine (ligue 1 Mobilis) programmé en Bosnie, a dû être annulé en raison de «problèmes administratifs», a annoncé, mardi, le président du Conseil d'administration du club, Mohamed Haddad.

Il s'agit notamment de problèmes liés à des difficultés pour obtenir des visas, la plupart des joueurs ne possédant pas encore des passeports biométriques, selon M. Haddad qui a ajouté que l'inexistence d'une ambassade de Bosnie à Alger a rendu la tâche encore plus difficile.

Ce contretemps n'empêchera cependant pas l'équipe du Vieux Rocher d'effectuer son second stage programmé pour la période 28 juillet-6 août, puisque les protégés du fran-



çais Hubert Velud se rendront en Tunisie, plus précisément dans la ville de Soussse (267 km de la ville d'Ain Drahem où les coéquipiers de

Yacine Bezzaz ont effectué leur premier stage). Le directeur sportif du CSC, Samir Benkenida, qualifiant ce second stage de «primordial», a précisé que c'est à Soussse que prendra forme l'équipe-type afin de permettre au coach de se concentrer sur les aspects tactiques en vue de la saison prochaine.

Commentant la séance d'entraînement qui s'est déroulée lundi (hier) dans la forêt El Baârouia, près de Constantine, le technicien français Hubert Velud, a estimé, en marge de la conférence de presse, que le club est «entré dans une autre phase de préparation qu'il va ponctuer par un match amical contre l'AS Khroub dimanche à 18 heures au stade Hamlaoui».



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Célébration du 53e anniversaire de la police à Boumerdès

## 75 policiers promus à des postes supérieurs

La police fête son 53e anniversaire qui coïncide avec le 22 juillet de chaque année. Pour marquer cet événement, la sûreté de wilaya de Boumerdès a établi un riche programme d'activités sportives et artistiques dans la soirée d'avant-hier, à la salle de conférences de l'INH de Boumerdès. Des prix et des distinctions ont été remis aux enfants des policiers ayant réussi aux différents examens de fin d'année du primaire, du BEM et du baccalauréat. Outre ces derniers, les policiers partant en retraite après tant d'années et les familles victimes du terrorisme ont été aussi honorés.

Par ailleurs, la journée d'hier a été consacrée à une cérémonie de remise des grades à 75 policiers des différentes structures disséminées à travers la wilaya promus à des postes supérieurs de la hiérarchie à laquelle ont pris part de nombreuses personnalités dont le wali de Boumerdès, le président de l'APW, des parlementaires et sénateurs. Parmi les promus figurent trois promotions de commissaire de police à commissaire principal de police, 8 lieutenants de police à commissaire principal de police, 9 inspecteurs de police à inspecteur de police, 5 brigadiers de police à brigadiers chefs et 50 agents de police à brigadiers de police.

Un événement particulier est à signaler au sein de la corporation. Pour Krimo Touati, chargé de communication à la direction de la sûreté de wilaya, outre la promotion au grade de commissaire, une naissance est venue égayer dans la même journée son foyer.

A.Kichni

## CHU de Constantine

### Des échographes de plus d'un million DA dégradés à coups de marteau

LE DIRECTEUR général du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, Kamel Benissad, a fait part, mercredi lors d'une conférence de presse, de mesures pour «redresser» la situation de cette structure de santé qu'il a qualifiée de «catastrophique». Une plainte a été déposée par le CHU auprès de la brigade économique de la sûreté de wilaya pour établir les raisons qui empêchent trois chirurgiens compétents d'exercer et d'opérer, a révélé le directeur général de l'établissement hospitalier qui a également fait part d'une plainte pour «dégradation délibérée, à coups de marteau ou de pierre, d'échographes dont le prix unitaire est estimé à 1,2 million de dinars en hors taxe». Le même responsable a également indiqué qu'un matériel médical de prothèses orthopédiques d'une valeur de 3 millions de dinars était «périmé» et n'a bénéficié à aucun malade depuis son acquisition, une affaire qui fera également l'objet, selon lui, d'une investigation par la police. Le directeur général du CHU a indiqué, en outre, que des enquêtes suivaient leur

cours pour déterminer les raisons pour lesquelles les laboratoires d'analyses manquent de réactifs. Des produits pour l'acquisition desquels 290 millions de dinars ont été alloués, a-t-il souligné, ajoutant que les enquêtes devraient faire connaître la «destination réelle» des médicaments de la pharmacie centrale. La direction générale du CHU de Constantine a par ailleurs commandé une expertise de la gestion des œuvres sociales de l'hôpital dont les activités sont suspendues jusqu'à nouvel ordre, a encore fait savoir M. Benissad lors de cette conférence de presse. Il a admis, entre autres carences, «une mauvaise qualité du service», un chantier d'extension du centre anti-cancer «en souffrance depuis 2005», des équipements en panne, des salaires non payés, des services fonctionnant au minimum de leurs capacités, des praticiens de haut niveau «marginalisés et empêchés d'exercer», des échographes «délibérément» endommagés à la maternité et des «fournisseurs non payés».

Yanis F./APS

## Kherrata

### Les transporteurs de marchandises bloquent la route

LES TRANSPORTEURS de marchandises ont protesté hier contre la décision de la direction des transports de la wilaya de Béjaïa de leur interdire d'emprunter la RN 09 dans la journée. La décision autorise ces derniers à passer par cette route entre 22h et 6h du matin seulement pour fluidifier le trafic routier en cette période estivale surtout au niveau du tunnel de Kherrata. Hier, les conducteurs de ses camions de gros tonnages ont bloqué la RN 09 à l'entrée du tunnel de Kherrata pendant trois heures avant que le président de l'APC de

Kherrata n'intervienne pour discuter avec eux et les convaincre de rouvrir la route leur promettant en contrepartie de transmettre leurs doléances aux autorités de wilaya et d'œuvrer à les satisfaire. Les mécontents ont exigé le passage de cinq camions par heure sur le tronçon. D'ailleurs au départ, ils ont cru que la décision va s'étaler sur trois ans pas trois mois.

H.C.

## DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE NAVALE EUROPÉENNE POUR STOPPER L'IMMIGRATION CLANDESTINE EN MÉDITERRANÉE



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Tablat et El-Aissaouia

### Plus de 2 000 arbres fruitiers et rustiques réduits en cendres

Plus de 2 000 arbres fruitiers et rustiques ont été réduits en cendres dans deux incendies distincts survenus mardi dans des massifs forestiers de Tablat et d'El-Aissaouia, au nord-est de Médéa, nécessitant la mobilisation d'importants moyens de la Protection civile et de la Direction des forêts, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile.

Par Ammar T.

Le premier incendie s'est déclaré, d'après la même source, près du village de Tidjai, dans la commune d'El-Aissaouia, à 120 km au nord-est de Médéa, provoquant la destruction de 1 283 arbres fruitiers et rustiques. L'incendie n'a pu être maîtrisé qu'après 12 heures d'intenses efforts, a-t-on précisé.

L'incendie a également causé la destruction de 14 hectares de pin d'Alep et de plantations sylvo-coles, ainsi qu'une trentaine de ruches, a-t-on ajouté de même source, faisant observer que le dispositif déployé autour du lieu du sinistre a permis de préserver plusieurs habitations et des structures d'élevage avicoles, situées à proximité.

L'on signale, en outre, la perte de 988 arbres fruitiers et rus-

tiques dans un second incendie survenu dans la zone montagneuse de Remailia, commune de Tablat, à 95 km au nord-est de Médéa, où des brigades d'intervention mixtes, Protection civile-forêts, ont été mobilisées pendant plusieurs heures afin de circonscrire l'incendie qui menaçait de s'étendre à des zones d'habitation.

A. T./APS

## Syrie

### L'Espagne à la recherche de trois journalistes disparus

DES AGENTS des services de renseignement espagnols se trouvent en Syrie pour tenter de retrouver trois journalistes espagnols portés disparus depuis dix jours, a-t-on annoncé mercredi de source officielle.

L'Espagne est «pleinement active» pour les retrouver, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jose Manuel Garcia Margallo.

«Il y a des gens du CNI (Centre national de renseignement) qui sont en Syrie et nous aident», a-t-il ajouté en marge d'un forum à Madrid, dans des déclarations rapportées par la radio Onda Cero.

Mardi soir la Fédération des associations de journalistes espagnols (FAPE) avait annoncé la disparition d'Antonio Pampliega, Jose Manuel Lopez, et Angel Sastre. Ils ont été vus pour la dernière fois à Alep, la deuxième ville de Syrie, le 12 juillet.

Ils travaillaient récemment pour des médias espagnols,

notamment les quotidiens ABC et La Razon, la chaîne Cuatro, et la radio Onda Cero.

De source officielle on se refuse depuis mardi à évoquer un enlèvement à ce stade, invitant à une «grande prudence». «Le ministère est en contact permanent avec l'ambassade en Turquie qui supervise les opérations», a déclaré le ministre.

En septembre 2013, trois autres journalistes espagnols avaient déjà disparu en Syrie. Ils avaient été enlevés et ont été libérés en mars 2014.

La Syrie, en conflit depuis 2011, est considérée comme le pays le plus dangereux du monde pour les journalistes par l'organisation Reporters sans frontières (RSF).

Halim Y.